



CHAPITRE 6

COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES



SOMMAIRE

1. PREAMBULE	5
2. DOCUMENT STRATEGIQUE DE FAÇADE ET PLAN D’ACTION POUR LE MILIEU MARIN	6
2.1. PRESENTATION DES DOCUMENTS	6
2.2. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PAMM.....	7
3. SCHEMA DIRECTEUR D’AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX	10
3.1. PRESENTATION DU DOCUMENT	10
3.2. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE 2016-2021	11
4. SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE “OUEST – ETANG DE BERRE”	16
5. DIRECTIVE TERRITORIALE D’AMENAGEMENT (DTA) DES BOUCHES-DU-RHONE	17
5.1. PRESENTATION DU DOCUMENT	17
5.2. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LA DTA	19
6. DOCUMENTS D’URBANISME: RNU ET PLU	20
6.1. PRESENTATION DES DOCUMENTS	20
6.2. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D’URBANISME	21
7. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS	22
7.1. PRESENTATION DU DOCUMENT	22
7.2. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PPRI	25

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Liste des figures

Figure 1 : Découpage des sous-régions marines dans le cadre de la DCSMM (Source : MEDDE)	6
Figure 2 : Modalités d'application de la loi Littoral	17

Liste des tableaux

Tableau 1 : Articulation du projet avec les objectifs écologiques du PAMM Méditerranée Occidentale.....	8
Tableau 2 : Articulation du projet avec les objectifs du PAMM de Méditerranée occidentale.....	9
Tableau 3 : Articulation du projet avec les dispositions du SDAGE Rhône Méditerranée	14
Tableau 4 : Analyse de la compatibilité du projet avec le PPRI	26

Liste des cartes

Carte 1 : Carte des aléas – PPRI PPR Inondation de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône	23
Carte 2: Carte de zonage réglementaire – PPRI de Port-Saint-Louis-du-Rhône.....	24



1. PREAMBULE

Le point II-6 de l'article R.122-5 du Code de l'environnement précise que l'étude d'impact présente :

« Les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec l'affectation des sols définie par le document d'urbanisme opposable, ainsi que, si nécessaire, son articulation avec les plans, schémas et programmes mentionnés à l'article R.122-17, et la prise en compte du schéma régional de cohérence écologique dans les cas mentionnés à l'article L.371-3 ».

Parmi les outils de protection et de gestion de l'environnement, on recense plusieurs plans, programmes et schémas d'aménagement du territoire susceptibles de concerner le projet. Les documents suivants ont été identifiés :

- Document stratégique de façade (DSF) ;
- Plan d'action pour le milieu marin (PAMM) ;
- Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE et SDAGE) ;
- Schéma de cohérence territoriale (SCoT) ;
- Directive territoriale d'aménagement des Bouches-du-Rhône ;
- Documents d'urbanisme, qui concernent le projet.

2. DOCUMENT STRATEGIQUE DE FAÇADE ET PLAN D'ACTION POUR LE MILIEU MARIN

2.1. Présentation des documents

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement prévoit de doter la France d'une stratégie nationale intégrée pour la mer et le littoral (SNML). Ce document a vocation à fédérer les politiques sectorielles en matière de pêche, d'environnement, d'industrie, d'énergie et de transports. Cette stratégie sera déclinée par façade maritime à travers un document stratégique de façade (DSF). En l'occurrence, le DSF Méditerranée est en cours d'élaboration. Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le préfet maritime de la Méditerranée sont chargés conjointement d'en assurer l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre, en concertation avec le Conseil maritime de façade.

Le Plan d'action pour le milieu marin (PAMM) est la déclinaison française de la Directive européenne cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM), dont l'objectif est de réaliser ou de maintenir le bon état écologique du milieu marin au plus tard en 2020. Il constituera le volet environnemental du DSF.

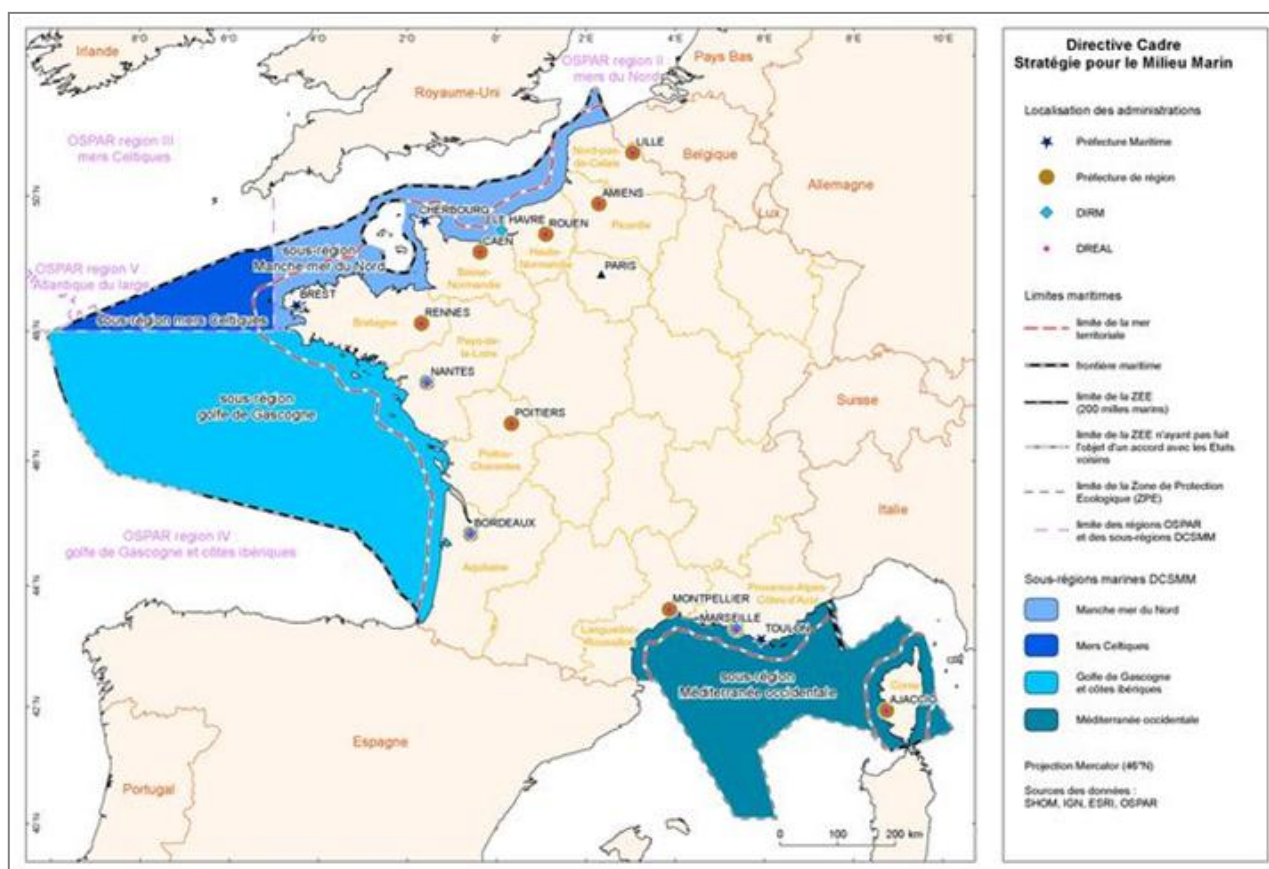


Figure 1 : Découpage des sous-régions marines dans le cadre de la DCSMM (Source : MEDDE)

La mise en œuvre de la DCSMM par le PAMM comporte cinq éléments :

- Une évaluation initiale de l'état écologique des eaux marines et de l'incidence environnementale des activités humaines sur le milieu marin ;
- La définition du bon état écologique (BEE) de ces eaux, qui repose sur des descripteurs qualitatifs ;
- La définition d'objectifs environnementaux et d'indicateurs associés dans l'objectif d'atteindre un bon état écologique des eaux marines ;
- Un programme de surveillance afin de mener une évaluation permanente de l'état des eaux marines et de pouvoir mettre à jour les objectifs de manière périodique ;
- Un programme de mesures visant à atteindre ou à maintenir le bon état écologique des eaux marines.

Tous les éléments constitutifs du PAMM de la sous-région marine Méditerranée occidentale ont été réalisés et approuvés :

- Des arrêtés inter-préfectoraux portant approbation des éléments 1 (évaluation initiale) et 3 (objectifs environnementaux) ont été pris le 21 décembre 2012 ;
- La définition du bon état écologique a été élaborée au niveau national, puis approuvée par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2012 ;
- L'arrêté inter-préfectoral portant approbation du programme de surveillance du PAMM a été pris le 3 juin 2015 ;
- L'arrêté inter-préfectoral portant approbation du programme de mesures du PAMM a été pris le 8 avril 2016.

Les objectifs environnementaux visent à établir les conditions voulues et à orienter les efforts en vue de l'atteinte ou du maintien du bon état écologique des eaux de la sous-région marine Méditerranée. Ils sont déclinés dans le programme de mesures qui a été approuvé le 8 avril 2016.

2.2.Compatibilité du projet avec le PAMM

Les objectifs environnementaux du PAMM de la sous-région marine « Méditerranée occidentale » sont structurés par les onze descripteurs du bon état écologique précisés à l'annexe I de la DCSMM.

Ils se déclinent en 13 objectifs environnementaux généraux, répartis en 3 catégories :

- Objectifs liés à l'état écologique ;
- Objectifs liés à la réduction des pressions s'exerçant sur le milieu marin ;
- Objectifs transversaux, nécessaires au plein aboutissement de plusieurs objectifs ou répondant à plusieurs enjeux issus de l'évaluation initiale.

Les objectifs généraux susmentionnés se déclinent eux-mêmes en plusieurs objectifs particuliers.

Le projet est concerné par les objectifs généraux liés à l'état écologique et à la réduction des pressions s'exerçant sur le milieu marin. Ces objectifs sont présentés dans les tableaux suivants.

Objectifs environnementaux du PAMM		Compatibilité avec le projet de parc pilote éolien flottant Provence Grand Large
Objectifs liés à la préservation des habitats marins	A. Maintenir ou rétablir la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes des fonds côtiers	Le site d'implantation du projet présente une faible diversité biologique, le seul habitat présent au niveau du parc pilote étant l'habitat « Biocénoses méditerranéennes des vases terrigènes côtières ».
	B. Maintenir un bon état de conservation des habitats profonds des canyons sous-marins	La perturbation des habitats et peuplements benthiques en phase de travaux est très localisée au niveau des ancrages des éoliennes et du câble de raccordement maritime. Le projet, quelle que soit sa phase, ne détruit pas d'habitats ou d'espèces ayant un rôle fonctionnel clé dans l'écosystème. Le projet est donc compatible avec l'objectif de maintien de la biodiversité et du fonctionnement des écosystèmes des fonds côtiers.
	C. Préserver la ressource halieutique du plateau du Golfe du Lion et des zones côtières	Le projet ne se situe pas sur des zones d'habitats profonds des canyons sous-marins.
Objectifs liés à la préservation des espèces marines	D. Maintenir ou rétablir les populations de mammifères marins dans un bon état de conservation	La présence du parc pilote n'est pas de nature à modifier à la baisse la biomasse des espèces exploitées. Les structures flottantes pourront être à l'origine d'une attraction de certaines espèces halieutiques (effets récif et réserve), contribuant ainsi à une augmentation de leur concentration.
		Le projet Provence Grand Large n'est pas de nature à porter atteinte au maintien de l'état de conservation des mammifères marins.
		Les espèces les plus susceptibles de fréquenter la zone d'implantation du parc pilote sont les grands dauphins, dont le comportement est relativement bien connu des experts et biologistes : la présence des plateformes semi-submersibles (flotteurs) ne constitue pas un risque de collision pour ces espèces. Les niveaux sonores émis par les éoliennes en fonctionnement restent très faibles et sont situés dans les basses fréquences.
E. Garantir les potentialités d'accueil du milieu marin pour les oiseaux: alimentation, repos, reproduction, déplacements		Les niveaux sonores émis par les opérations de travaux ne dépasseront pas les niveaux de bruit liés au trafic maritime habituel. Aucun dommage corporel sur les mammifères marins n'est escompté, seul un dérangement localisé dans un périmètre immédiat des navires présents sur zone pourra être observé temporairement.
		Le projet pilote, constitué de 3 éoliennes espacées de 920 m, n'est pas de nature à restreindre les potentialités d'accueil du milieu marin pour les oiseaux marins.

Tableau 1 : Articulation du projet avec les objectifs écologiques du PAMM Méditerranée Occidentale

Objectifs environnementaux du PAMM		Compatibilité avec le projet de parc pilote éolien flottant Provence Grand Large
Objectifs liés à la réduction des pressions	F. Réduire les apports à la mer de contaminants chimiques des bassins versants décrits dans l'évaluation initiale	Le projet ne contribue pas à l'apport de contaminants chimiques aux bassins versants : il n'y aura pas de rejet dans les fleuves et cours d'eau côtiers.
	G. Réduire les apports et la présence de déchets dans les eaux marines (déchets littoraux, macrodéchets, micro particules)	La gestion des déchets est maîtrisée à toutes les phases du projet. Les déchets générés en mer seront conditionnés et ramenés à terre pour être éliminés ou valorisés dans des filières adéquates.
	H. Réduire les rejets en hydrocarbures et autres polluants par les navires (rejets illicites et accidents) et leurs impacts	Le plan de gestion des risques industriels et les mesures HSE qui seront mis en œuvre à toutes les phases du projet permettent de maîtriser le risque de pollution accidentelle.
	I. Réduire le risque d'introduction et de dissémination d'espèces non indigènes envahissantes	Le projet éolien flottant pilote n'introduira pas d'espèces non indigènes. Les matériaux seront exempts de toute contamination physico-chimique et biologique.

Tableau 2 : Articulation du projet avec les objectifs du PAMM de Méditerranée occidentale

Le projet Provence Grand Large, de par sa nature, est aligné avec les objectifs de la DCSMM. Il est compatible avec les objectifs du PAMM de Méditerranée occidentale.



3. SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

Les schémas d'aménagement et de gestion des eaux sont des outils de planification concertée de la politique de l'eau. Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) s'applique à l'échelle du grand bassin hydrographique. Le SAGE est réalisé à l'échelle d'un bassin versant plus réduit. L'un et l'autre sont élaborés dans une démarche qui associe toutes les parties concernées.

Partant d'un état des lieux, ils identifient les questions auxquelles il faut répondre dans un diagnostic, et déterminent les objectifs de qualité (et de quantité) de l'eau et les moyens d'action pour les atteindre. Ils visent l'atteinte d'un bon état des eaux et des milieux aquatiques.

La zone d'étude n'est actuellement concernée par aucun SAGE (ni contrat de milieu).

3.1. Présentation du document

La zone d'étude est concernée par le SDAGE Rhône Méditerranée, dont une version révisée a été validée pour la période 2016-2021. Ce SDAGE définit les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau dans ce bassin, constituant ainsi le document de référence fondamental pour mettre en œuvre la politique de l'eau, cadrer les actions de tous les acteurs de l'eau pour les 10 à 15 prochaines années, et répondre aux besoins des activités humaines dans le respect des équilibres naturels.

Le SDAGE 2016-2021 comprend 9 orientations fondamentales. Celles-ci reprennent les 8 orientations fondamentales du SDAGE 2010-2015 qui ont été actualisées et sont complétées par une nouvelle orientation fondamentale, l'orientation fondamentale n°0 « S'adapter au changement climatique ».

- S'adapter aux effets du changement climatique,
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité,
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques,
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement,
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau,
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé,
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides,
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir,
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Ces orientations fondamentales sont déclinées en dispositions.

3.2.Compatibilité du projet avec le SDAGE 2016-2021

Les SDAGE doivent tenir compte des orientations données par la Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin (DCSMM). Le projet Provence Grand Large est lui-même aligné avec les objectifs de la DSCMM.

Dans l'articulation du SDAGE 2016-2021, le projet peut être concerné par plusieurs orientations et dispositions qui sont présentées dans le tableau suivant.

Orientations fondamentales du SDAGE 2016-2021	Dispositions du SDAGE 2016-2021	Compatibilité avec le projet de parc pilote éolien flottant Provence Grand Large
<p>OF2</p> <p>Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques</p>	<p>Disposition 2-01</p> <p>Mettre en œuvre de manière exemplaire la séquence « éviter – réduire – compenser »</p>	<p>Le projet Provence Grand Large a été développé de manière concertée avec les acteurs du territoire depuis 2011, afin de prendre en compte les enjeux territoriaux, environnementaux et d'usages en amont. Ainsi, plusieurs mesures d'évitement et de réduction ont été prises par les maîtres d'ouvrage dès la conception du projet. La séquence ERC est ici respectée à toutes les étapes du projet (voir chapitre 7 « Mesures prévues par le maître d'ouvrage » dans le présent document.</p> <p>Mesures de prévention des risques de pollution accidentelle à terre comme en mer, en phases chantier et exploitation (PAE, traitement et évacuation des eaux et matériaux souillés, dépollution des sols pollués aux hydrocarbures, suivi environnemental du chantier, aire de chantier étanchéifiée, prise en compte des risques inondations,...)</p> <p>Mesures de gestion des pollutions accidentelles (kit antipollution, Plan d'intervention d'urgence, contrôle de la turbidité en mer durant les travaux...)</p> <p>Les secteurs sensibles vis-à-vis de la problématique de dégradation/pollution des milieux aquatiques (buses, canaux...) feront l'objet d'une attention particulière. Adaptation des modalités de travaux pour limiter les interactions avec les milieux aquatiques (forages dirigés privilégiés pour le passage du canal Saint-Louis et autres canaux, mise en place de batardeaux, pompage et rabattement de nappe en cas de présence d'eau ...)</p> <p>L'évaluation environnementale du projet Provence Grand Large a été réalisée sur la base de campagnes de terrain, d'expertises et de retours d'expérience existant sur des parcs éoliens en mer. L'évaluation des impacts est présentée de manière détaillée dans le chapitre 3 du présent document « Effets et impacts du projet ».</p> <p>Les maîtres d'ouvrage du projet proposent également plusieurs mesures de suivi environnemental qui participent à l'amélioration des connaissances sur plusieurs compartiments du milieu marin. Ces mesures sont présentées dans le chapitre 7 du présent document : « Mesures prévues par le maître d'ouvrage ».</p>
<p>OF5</p> <p>Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé</p>	<p>Disposition 2-02</p> <p>Evaluer et suivre les impacts des projets</p>	<p>Aucune source de pollution chronique n'est attendue lors de l'exploitation du parc éolien en mer. L'ensemble des infrastructures est constitué de matériaux inertes, non susceptible de devenir une source de substances dangereuses à l'origine de pollution et/ou d'effets sur la santé. Des mesures préventives et curatives des pollutions accidentelles seront toutefois mises en place pour les interventions en phase chantier et maintenance. Le parc sera réalisé selon les règles de l'art avec des matériaux respectueux des normes environnementales en vigueur et de façon à ne pas générer de dégradation notable de la qualité de l'eau et des milieux environnants.</p>

Orientations fondamentales du SDAGE 2016-2021	Dispositions du SDAGE 2016-2021	Compatibilité avec le projet de parc pilote éolien flottant Provence Grand Large
OF 5A Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	Disposition 5A-07 Réduire les pollutions en milieu marin	Le parc éolien ainsi que son raccordement ne sont à l'origine d'aucun rejet permanent. En dehors des navires de maintenance aucune émission n'est attendue en exploitation. Les phases de construction font l'objet de dispositions particulières avec la mise en œuvre d'un plan de management environnemental associé aux mesures de suivis.
OF 5B Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	Disposition 5B-01 Anticiper pour assurer la non dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation	Le projet n'apportera pas de nutriments favorisant l'eutrophisation, les matériaux utilisés ne sont pas de nature à engendrer des modifications (apports de nutriments et/ou modification des conditions du milieu).
OF 5C Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	Disposition 5C-02 Réduire les rejets industriels qui génèrent un risque ou un impact pour une ou plusieurs substances Disposition 5C-04 Conforter et appliquer les règles d'une gestion précautionneuse des travaux sur les sédiments aquatiques contaminés	Le projet de parc éolien n'est pas de nature à générer des substances dangereuses. Le seul risque concerne une éventuelle pollution accidentelle lors des interventions sur site. Le plan de gestion des risques industriels et les mesures HSE qui seront mises en œuvre à toutes les phases du projet permettent de maîtriser les risques de pollution accidentelle. Il n'y aura donc pas de rejet d'eaux usées, d'effluents ou de déchets dans l'eau. L'installation des ancrages des éoliennes flottantes et l'ensouillage des câbles seront à l'origine d'une remise en suspension très limitée et temporaire de sédiments. L'utilisation de ce type d'ancrage permet de limiter au strict minimum ce risque. L'absence de chaînes de type caténaire permet également d'éviter le raguage sur fond et donc évite toute remise en suspension. Cette remise en suspension de sédiments en place peut être à l'origine de la remobilisation de contaminants adsorbés sur les sédiments. Ces contaminants métalliques ou organiques proviennent des bassins versants du Rhône et sont rejetés par ce dernier, en particulier lors des événements de crues.
OF 6B Préserver, restaurer et gérer les zones humides	Disposition 6B-04 Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets	Le tracé de la liaison de raccordement du parc éolien a été défini sur la base d'inventaires naturalistes de façon à éviter les zones humides d'intérêt écologique. Des techniques spécifiques de réalisation de travaux seront également mises en œuvre pour éviter d'impacter les milieux humides (forage dirigé, réduction des emprises travaux. Les modalités de travaux visent la maîtrise des incidences sur la qualité des milieux aquatiques et des zones humides (planning de travaux, mesures préventives et curatives des pollutions accidentelles...).

Orientations fondamentales du SDAGE 2016-2021	Dispositions du SDAGE 2016-2021	Compatibilité avec le projet de parc pilote éolien flottant Provence Grand Large
<p>OF 5E</p> <p>Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine (B -« Atteindre les objectifs de qualité propres aux eaux de baignade et aux eaux conchylicoles »)</p>		<p>Les actions nécessaires à l'attente de cette objectif sont issues des orientations fondamentales précédentes de lutte et prévention des pollutions diverses. Les mesures préventives et de gestion des pollutions accidentelles mises en place permettront ainsi de s'assurer de la non dégradation de la qualité des eaux marines notamment au regard des usages de baignade sur le littoral et de production conchylicole dans l'Anse Carteau.</p> <p>L'ensemble de ces mesures viseront également à éviter toute contamination des nappes souterraines pour prévenir d'une pollution de la ressource en eau potable. Des dispositions particulières seront prises lors des travaux de mise en place de la liaison souterraine au droit de secteurs pollués (terrain Shell) afin d'assurer la gestion des matériaux contaminés extraits (dépollution ou évacuation des matériaux pollués vers des sites appropriés).</p>

Tableau 3 : Articulation du projet avec les dispositions du SDAGE Rhône Méditerranée

Toutes les précautions sont prises dans le cadre de ce projet pour éviter une dégradation de la qualité des eaux que ce soit en phase travaux ou exploitation du parc pilote (mesures préventives de lutte contre les pollutions accidentelles, matériaux utilisés conformes aux normes en vigueur...).

Les incidences éventuelles du projet en zone côtière se limiteront à l'accroissement transitoire et localisé de la turbidité pendant la période de travaux de mise en place (ou de démantèlement) des ancrages des éoliennes et des câbles de raccordements électriques, au frottement des chaînes d'ancrage sur le fond ou encore à une éventuelle maintenance sur le réseau externe en phase exploitation. Il a cependant été précisé aux paragraphes et 3.1.4 que les impacts attendus sur la qualité de l'eau sont négligeables dans ce secteur soumis, entre autres, à l'influence du panache du Rhône en termes d'apports. Indépendamment de la qualité des apports du Rhône, il est essentiel de rappeler que ces apports sont à l'origine de la qualité et de la diversité des milieux. La richesse du delta du Rhône est strictement inféodée à ces apports..

Le projet est de plus en cohérence avec l'orientation du SDAGE qui préconise la mise en œuvre de projets territoriaux de développement durable et notamment le développement des énergies renouvelables dans le respect de la qualité environnementale des sites, de la réglementation et des divers schémas en vigueur.

Le projet Provence Grand Large ne déroge pas aux objectifs de bon état écologique, chimique, et global des masses d'eau, dans toutes les phases du projet. Il est compatible avec les orientations et dispositions du SDAGE Rhône-Méditerranée.

4. SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE “OUEST – ETANG DE BERRE”

La commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône est située dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale (SCoT) « Ouest - Etang de Berre », actuellement en cours d'élaboration (Document d'Orientations Générales ou DOG en cours). Son périmètre a été arrêté le 25 juin 2003. Il associe 2 intercommunalités que sont la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (CAPM) et le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence (SAN Ouest Provence).

Le projet de SCOT encourage le développement des énergies renouvelables sur le territoire, dans le respect de la qualité environnementale des sites, de la réglementation et des divers schémas en vigueur. Cette orientation est par conséquent favorable au développement de l'éolien flottant.

5. DIRECTIVE TERRITORIALE D'AMENAGEMENT (DTA) DES BOUCHES-DU-RHONE

5.1.Présentation du document

La Directive Territoriale d'Aménagement (D.T.A) des Bouches-du-Rhône, approuvée par le décret n°2007 779 du 11 mai 2007, fixe les orientations fondamentales de l'Etat en matière d'aménagement et d'équilibre entre les perspectives de développement, de protection et de mise en valeur des territoires. Elle précise notamment les modalités d'application des dispositions particulières au littoral adaptées aux caractéristiques géographiques locales (voir figure ci-dessous).

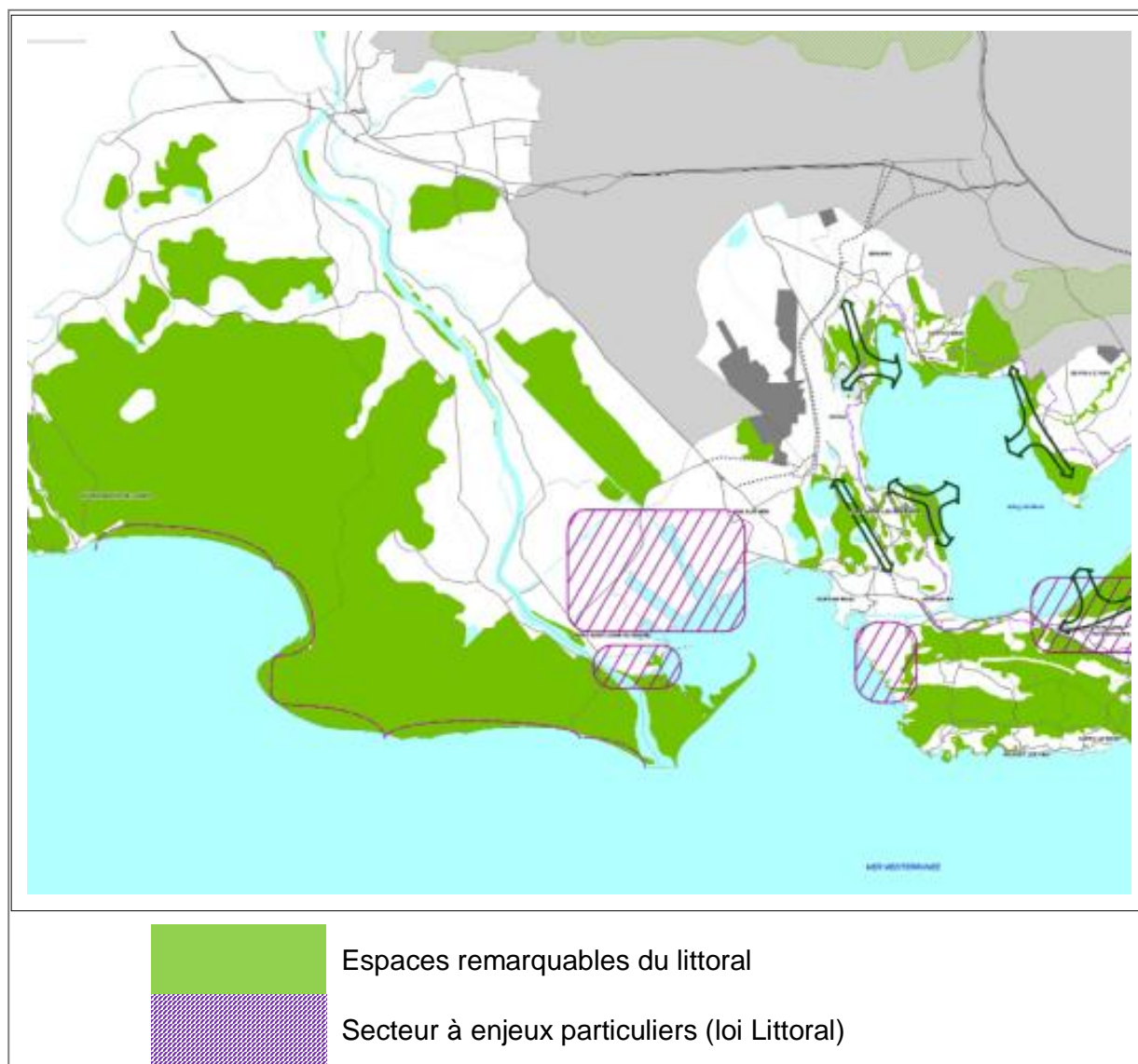


Figure 2 : Modalités d'application de la loi Littoral



S'agissant de la zone d'étude du raccordement (atterrage du câble), elle est répertoriée en « Espaces remarquables du littoral » dans sa partie sud. Concernant ces ouvrages électriques de raccordement, ils seront tous enterrés et autorisés par l'article L. 121-25 du code de l'urbanisme. La zone d'implantation du raccordement n'est pas concernée par les secteurs dits « à enjeux particuliers », situés plus au nord.

Les modalités d'installation du câble ainsi que les solutions techniques retenues sont celles de moindres impacts et sont à ce titre compatible avec les secteurs traversés à la fois au titre des réglementations en place mais également vis-à-vis des contraintes environnementales particulières du site.

Enjeux

La partie sud, la pointe Napoléon, est restée à l'état naturel, avec des particularités voisines de celles du littoral camarguais :

- l'omniprésence des zones humides à préserver au titre de l'article L. 121-23 du code de l'urbanisme,
- la présence de quelques installations traditionnelles,
- et un linéaire important de plages fortement fréquentées et situées à plus de 5 kilomètres des sites potentiels d'accueil et d'hébergement.

La presqu'île de Port-Saint-Louis présente ainsi de forts enjeux en matière de renouvellement urbain, d'équilibre entre requalification des friches et espaces aménagés et maintien du caractère naturel des zones humides et des plages.

Les enjeux, tant en matière d'application de la loi Littoral que pour la réalisation des objectifs et orientations générales de la DTA, sont les suivants :

- préserver les espaces naturels de la pointe Napoléon, gérer leur fréquentation et les installations existantes,
- réhabiliter et requalifier les friches industrielles, les espaces aménagés ou artificialisés autour du bassin central, du canal et dans le secteur du Mazet,
- répondre aux besoins d'habitat et de services, notamment pour accompagner le développement de la zone industrialo-portuaire, dans un contexte de recomposition nécessaire du centre urbain,
- accroître la capacité d'accueil en matière de plaisance et d'activités liées à la mer.

Les modalités d'application des dispositions spécifiques à ce secteur

Au sein de ces secteurs à enjeux particuliers du littoral, les projets devront concilier développement urbain, économique, prise en compte de l'environnement et des paysages, de manière adaptée à chaque site, dans le respect de la loi littoral.

Dans les espaces remarquables au sens de l'article L. 121-23 du code de l'urbanisme représentés sur la carte «littoral», des dispositifs permettant une gestion de la fréquentation seront mis en place afin d'éviter les atteintes aux milieux naturels ; dans le même but, les installations et cabanons existants seront contrôlés et leur résorption progressive sera prévue, en veillant à la sécurité des personnes et au respect des règles d'occupation du domaine public maritime.

Dans les friches industrielles, les espaces aménagés et artificialisés, les opérations de réhabilitation et d'extension de l'urbanisation prendront en compte la notion d'extension limitée de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage de la façon suivante :

- les agglomérations, situées à l'extrémité est de la zone, de part et d'autre du canal Saint-Louis, peuvent faire l'objet d'une extension ou d'une densification dans des proportions très limitées. Le caractère des constructions doit être maintenu,
- la zone non bâtie, qui sépare ces agglomérations des premières constructions à usage d'activité doit être préservée. Elle ne peut recevoir que des aménagements légers ou destinés à en restaurer le caractère naturel,
- des extensions de l'urbanisation peuvent être prévues le long du canal Saint-Louis et du bassin des Tellines, en privilégiant un positionnement des développements les plus denses à l'ouest de la zone.

La DTA s'impose aux documents d'urbanisme, qui doivent respecter un lien de compatibilité (au sens juridique du terme) avec cette dernière.

5.2.Compatibilité du projet avec la DTA

Le projet sera réalisé en conformité avec les orientations de la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) des Bouches-du-Rhône qui souligne la nécessité de :

- « préserver les espaces naturels de la pointe Napoléon,... »
- « maintenir le caractère naturel des zones humides et de la plage de la presqu'île de Port-Saint-Louis-du-Rhône.... »

Le câble d'export sur la partie terrestre sera entièrement enterré (câble et chambre de jonction) et l'emprise des travaux sera limitée sur ce secteur aux infrastructures routières existantes et à leurs abords immédiats, sauf au niveau de quelques secteurs localisés (atterrage sur la plage Napoléon, le long du petit canal au nord du canal Saint-Louis...). La salle de contrôle-commande du parc pilote, implantée sur une parcelle adjacente au poste de livraison électrique RTE, fera l'objet d'une étude de traitement architectural spécifique, afin de ne pas porter atteinte au caractère et à l'intérêt du site inscrit au titre du patrimoine, au sein duquel il se situe. Ce traitement architectural sera réalisé préalablement à la demande de permis de construire, qui sera déposée ultérieurement.

Le respect des enjeux environnementaux identifiés dans le cadre de l'état initial et la remise en état du site après chantier assureront la conformité du projet avec les orientations de la DTA des Bouches-du-Rhône.



6. DOCUMENTS D'URBANISME: RNU ET PLU

6.1. Présentation des documents

Le plan d'occupation des sols (POS) de Port-Saint-Louis-du-Rhône fait actuellement l'objet d'une révision en plan local d'urbanisme (PLU), objet de la délibération 2015-015 du Conseil municipal du 7 avril 2015.

Le PLU étant en cours d'élaboration (non validé au 27 mars 2017), le règlement national d'urbanisme (RNU) s'applique sur la commune.

Le RNU (règles générales codifiées aux articles L. 101-3 et R. 111-2 et suivants du code de l'urbanisme) fixe un ensemble de règles générales en matière d'utilisation du sol, qui concernent l'aménagement et la constructibilité, de façon à déterminer la faisabilité d'un projet.

Une des dispositions législatives essentielles des communes soumises au RNU est la règle dite de la constructibilité limitée :

Article L. 111-3 du Code de l'urbanisme :

« En l'absence de plan local d'urbanisme ou de carte communale opposable aux tiers, ou de tout document d'urbanisme en tenant lieu, seules sont autorisées, en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune :

1° L'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes ;

2° Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à la réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, à l'exploitation agricole, à la mise en valeur des ressources naturelles et à la réalisation d'opérations d'intérêt national ;

3° Les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées et l'extension mesurée des constructions et installations existantes.

4° Les constructions ou installations, sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de la commune, en particulier pour éviter une diminution de la population communale, le justifie, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publique, qu'elles n'entraînent pas un surcroît important de dépenses publiques et que le projet n'est pas contraire aux objectifs visés à l'article L. 110 et aux dispositions des chapitres V et VI du titre IV du livre Ier ou aux directives territoriales d'aménagement précisant leurs modalités d'application ».

Le maire exerce toujours sa compétence au nom de la commune. Toutes les déclarations préalables et demandes d'autorisations doivent recueillir l'avis conforme du préfet.

6.2.Compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme

Le projet de raccordement ne prévoit pas de nouvelles constructions telles que définies par le Règlement National de l'Urbanisme (un seul ouvrage technique électrique souterrain de raccordement prévu). Le projet de liaison de raccordement, en tant qu' « installation nécessaire à des équipements collectifs », est compatible avec l'article L. 111-1-2 du code de l'urbanisme. Il respecte également les autres dispositions du RNU.

Par ailleurs, RTE a proposé son projet à la commune de Port-Saint-Louis du Rhône qui a ainsi pu, en concertation avec le porteur de projet, intégrer le projet au sein du futur PLU. La compatibilité du projet avec le futur PLU est d'ores et déjà assurée.

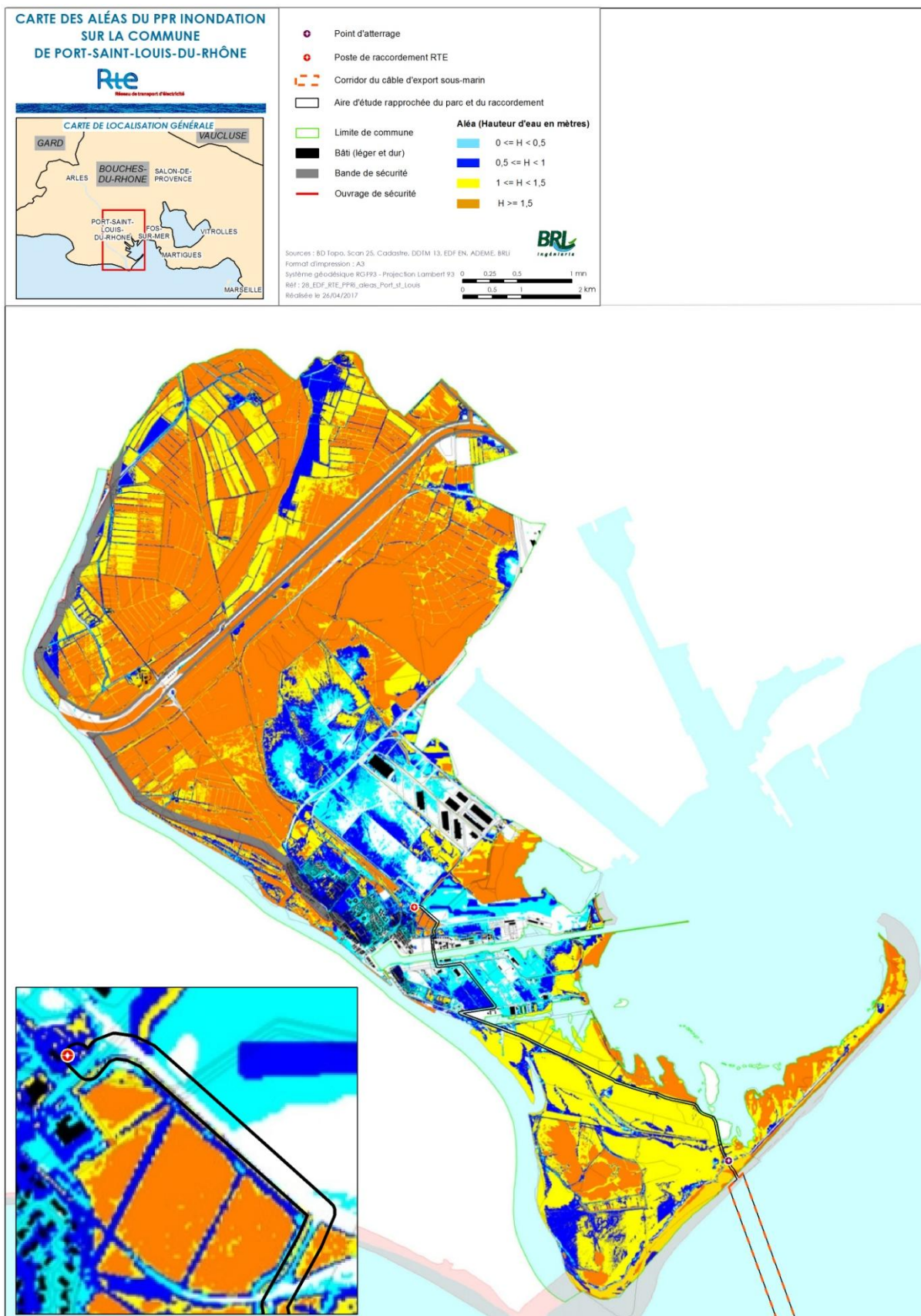
7. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS

7.1.Présentation du document

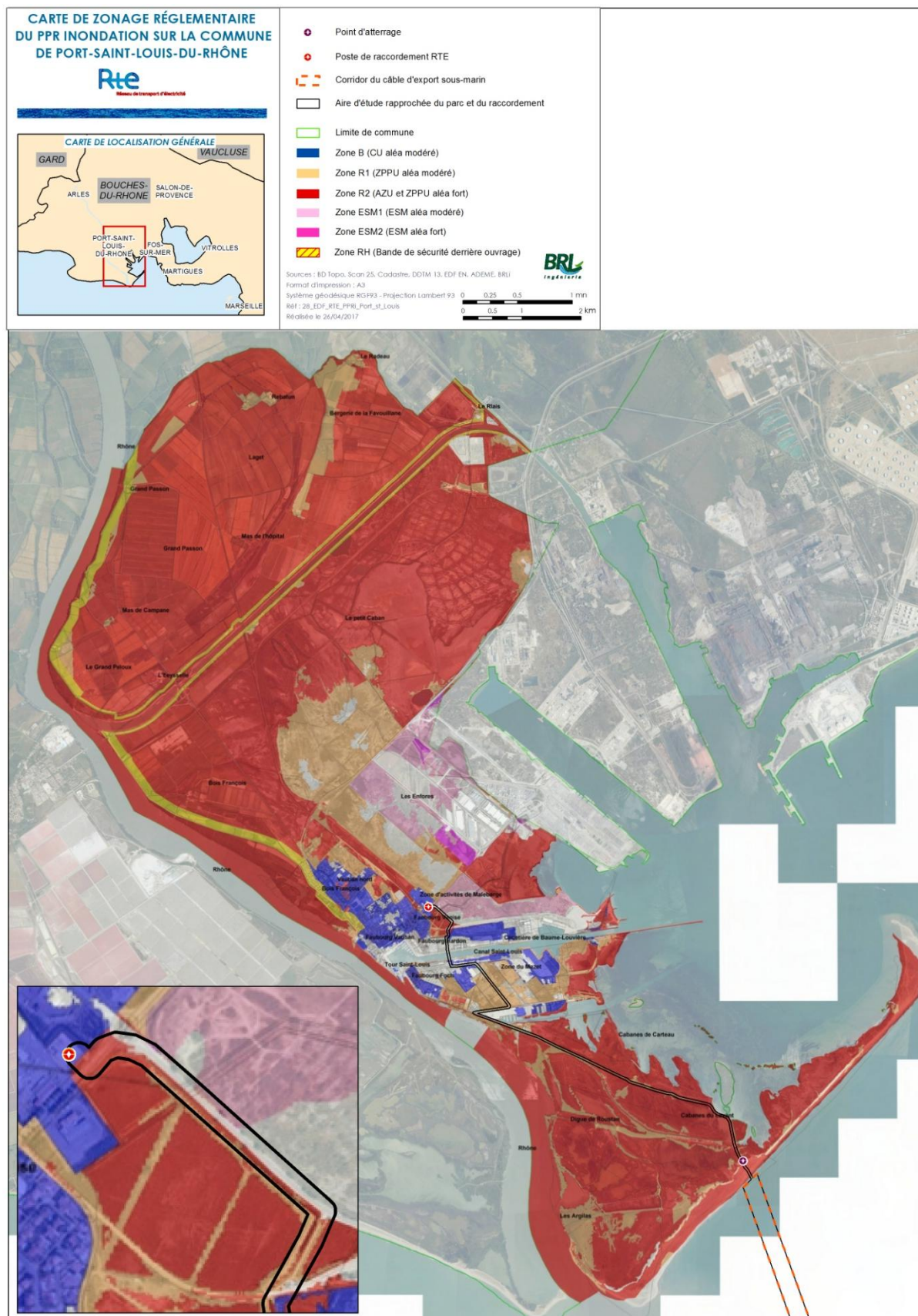
La commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône dispose d'un PPRI par crue du Rhône et par submersion marine, approuvé le 21 juin 2016.

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation s'applique sur l'ensemble du territoire de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, et détermine les prescriptions à mettre en œuvre pour réduire les conséquences néfastes du risque d'inondation provoqué par les crues du Rhône et par la submersion marine. Il abroge également le Plan des Zones Submersibles pour le territoire couvert par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de Port-Saint-Louis du Rhône.

Ce document est composé d'un rapport de présentation et d'un règlement qui explicite les règles applicables aux projets et aux constructions existantes selon le zonage identifié dans les cartes d'aléa et de zonage.



Carte 1 : Carte des aléas – PPRI PPR Inondation de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône



Carte 2: Carte de zonage réglementaire – PPRI de Port-Saint-Louis-du-Rhône

7.2.Compatibilité du projet avec le PPRI

Le projet Provence Grand Large est concerné par les zonages R1, R2 et B du PPRI. L'analyse de la compatibilité est fournie dans le tableau ci-après.

Zonage du PPRI	Règlement associé	Analyse de la compatibilité du projet
R1	Principes : <ul style="list-style-type: none"> • Interdiction de toute construction nouvelle, à l'exception de celles visées aux paragraphes 3.1.2 et 3.1.3 ; • Non augmentation du nombre de personnes exposées, en particulier dans des locaux de logement. 	Le projet ne prévoit pas de construction nouvelle à usage d'habitation et seuls des ouvrages techniques électriques enterrés sont prévus. Le projet est compatible avec les principes de la zone.
Zones R1 et R2	Sont interdits : <ul style="list-style-type: none"> • Les sous-sols, • La création de terrains de campings de caravanning, de parcs de loisirs comportant des constructions à usage résidentiel et d'aires d'accueil des gens du voyage. • La création (y compris par changement de destination) d'établissements sensibles • L'extension des établissements sensibles dans les zones Rh et R2 uniquement. • La création (y compris par changement de destination) d'établissements stratégiques. • La création (y compris par changement de destination) d'établissements recevant du public(ERP) de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie. • Les remblais, sauf s'ils sont directement liés à des opérations autorisées ou nécessaires à des travaux de réduction de vulnérabilité, et à condition qu'ils soient limités à l'emprise des ouvrages, installations et aménagements autorisés (constructions, rampes d'accès, zones de repli pour animaux...), et dans le respect des dispositions prévues par le code de l'environnement • Les infrastructures de collecte et de traitement des déchets et des ordures ménagères (centres de traitement, déchetteries et quais de transfert). • Les stockages ou dépôts de tous matériaux flottants ou pouvant créer des embâcles, sans installation d'un dispositif anti-emportement jusqu'à l'aléa de référence qui soit transparent ou d'un dispositif de gestion de crise permettant de les évacuer rapidement. 	Le projet ne concerne aucune des catégories d'aménagement interdite par le règlement de la zone R.



	<p>Sont notamment autorisés dans les zones R1 et R2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les constructions, installations techniques liées à la gestion et à l'exploitation des cours d'eau, des captages d'eau potable et des réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (eau, énergies, télécommunication, pipe-line, eau brute d'irrigation, assainissement agricole), sous réserve : <ul style="list-style-type: none"> - de prendre toutes les dispositions constructives visant à diminuer la vulnérabilité et à permettre un fonctionnement normal ou, a minima, à supporter sans dommages structurels une immersion pendant plusieurs jours (étanchéité, résistance à la pression hydraulique, stabilité des ouvrages, etc.) ; en particulier en installant autant que faire se peut les équipements techniques sensibles (tels que les transformateurs, les postes de distribution, les postes de relevage ou de refoulement, les relais et antennes, etc.) au moins 0,30 m au-dessus de la cote de référence ; - de ne pas aggraver les risques et leurs effets pendant l'inondation. 	<p>Le câble de raccordement et les différentes installations techniques associées (chambres de jonction...) seront tous enterrés et ne sont donc pas de nature à créer d'obstacles à l'écoulement des eaux. Il n'y aura aucune modification de la topographie sur les zones concernées par le projet de raccordement. Le câble est raccordé à un poste électrique déjà existant. Les équipements sont conçus pour supporter la submersion (étanchéité...).</p>
Zone B Bleue	<p>Les principes associés à cette zone sont</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'assurer la continuité de vie et de permettre le renouvellement urbain en intégrant les mesures de réduction de la vulnérabilité globale des personnes et des biens, • de limiter la construction et de viser la réduction du risque encouru par une diminution significative de la vulnérabilité des personnes et des biens, - de préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval des aménagements autorisés. 	<p>Le câble de raccordement et les ouvrages techniques associés (hormis la salle de contrôle-commande) sont enterrés et n'auront aucune incidence sur l'écoulement et l'expansion des crues. Les équipements sont prévus pour résister à la submersion.</p> <p>Le projet est compatible avec les principes de la zone bleue.</p>
Zone B	<p>Tous les projets autorisés en zone R1 sont autorisés en zone B.</p>	<p>Le projet est autorisé en zone R1 et donc aussi en zone B.</p>

Tableau 4 : Analyse de la compatibilité du projet avec le PPRI

Le projet de raccordement du parc éolien en mer est bien compatible avec les prescriptions du PPRI de Port-Saint-Louis-du-Rhône. Les ouvrages sont enterrés (hormis la salle de contrôle-commande) et ne créent pas de nouvel obstacle à l'écoulement des eaux. L'ensemble des équipements est conçu pour résister à la submersion.